

MINISTERE DES FINANCES

**27 FEVRIER 1979. — Arrêté ministériel
relatif aux douanes et accises**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi générale sur les douanes et accises, notamment les articles 137, 207, 263, 281, § 2, 299 et 300 (1);

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1971 relatif à l'exécution du règlement 170/67 du Conseil de la Communauté économique européenne et des règlements (CEE) n° 459/68 et (CEE) n° 1059/69 du Conseil des Communautés européennes (2);

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Report du paiement

Article 1er. Dans les bureaux des douanes, le paiement des droits ci-après peut être différé jusqu'au vendredi de la quatrième semaine qui suit celle au cours de laquelle les sommes dues ont été prises en compte :

a) les droits d'entrée visés à l'article 1er de la loi générale sur les douanes et accises;

b) les impositions, droits et élément mobil visés à l'arrêté royal du 21 octobre 1971 relatif à l'exécution du règlement 170/67 du Conseil de la Communauté économique européenne et des règlements (CEE) n° 459/68 et (CEE) n° 1059/69 du Conseil des Communautés européennes.

Art. 2. Dans les bureaux des douanes, le paiement des droits d'accise dus sur les marchandises importées (3) peut être différé jusqu'au jeudi de la semaine suivant celle au cours de laquelle les droits ont été pris en compte, à moins qu'un autre délai n'ait été fixé par la réglementation en matière d'accises.

Art. 3. § 1er. Par prise en compte, on entend l'acte administratif par lequel est déterminé le montant des droits à percevoir.

§ 2. La prise en compte doit être effectuée au plus tard le deuxième jour suivant celui de l'autorisation d'enlever les marchandises auxquelles se rapportent les sommes dues.

Art. 4. § 1er. Pour les marchandises destinées à la consommation par sortie d'entrepôt fictif et pour lesquelles le dépôt d'une déclaration globale peut avoir lieu au plus tard le jeudi de la semaine suivant celle au cours de laquelle les marchandises ont été enlevées, le paiement des droits visés à l'article 1er peut être différé jusqu'au vendredi de la troisième semaine qui suit celle au cours de laquelle les sommes ont dû être prises en compte.

Lorsque la prise en compte n'a pas été effectuée dans la semaine du dépôt de la déclaration globale, le paiement des droits d'entrée est différé jusqu'au vendredi de la deuxième semaine qui suit celle au cours de laquelle la prise en compte a eu lieu.

§ 2. La prise en compte doit être effectuée au plus tard dans un délai de quatorze jours suivant celui de l'enlèvement des marchandises.

Art. 5. Si le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai de paiement est prolongé jusqu'au plus prochain jour d'ouverture des bureaux.

Art. 6. Toute personne qui veut bénéficier des délais prévus aux articles 1er, 2 et 4 doit :

1^e adresser une demande écrite au receveur du bureau des douanes où la déclaration en consommation sera faite;

2^e fournir un cautionnement suffisant, conformément à l'article 287 de la loi générale sur les douanes et accises.

(1) Moniteur belge du 21 septembre 1977.

(2) Moniteur belge du 10 novembre 1971.

(3) Le paiement différé de la taxe sur la valeur ajoutée, due en raison de l'importation de marchandises, est réglé par l'arrêté ministériel n° 6, du 9 décembre 1970 (Moniteur belge du 23 décembre 1970).

MINISTERIE VAN FINANCIEN

**27 FEBRUARI 1979. — Ministerieel besluit
inzake douane en accijnen**

De Minister van Financien,

Gelet op de algemene wet inzake douane en accijnen, inzonderheid op de artikelen 137, 207, 263, 281, § 2, 299 en 300 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1971 betreffende de uitvoering van de verordening 170/67 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap en van de verordeningen (EEG) nr. 459/68 en (EEG) nr. 1059/69 van de Raad van de Europese Gemeenschappen (2);

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Uitstel van betaling

Artikel 1. De betaling in de douanekantoren van de hierna volgende rechten mag worden uitgesteld tot de vrijdag van de vierde week die volgt op de week waarin de verschuldigde bedragen werden geboekt :

a) de invoerrechten bedoeld in artikel 1 van de algemene wet inzake douane en accijnen;

b) de belastingen, rechten en het variabel element bedoeld in het koninklijk besluit van 21 oktober 1971 betreffende de uitvoering van de verordening 170/67 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap en van de verordeningen (EEG) nr. 459/68 en (EEG) nr. 1059/69 van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

Art. 2. In de douanekantoren mag de betaling van de verschuldigde accijns op ingevoerde goederen (3) worden uitgesteld tot de donderdag van de week die volgt op de week waarin de rechten werden geboekt, tenzij een andere termijn is bepaald door de accijnsreglementering.

Art. 3. § 1. Onder boeking wordt verstaan de administratieve behandeling waardoor het aan rechten te heffen bedrag naar behoren wordt vastgelegd.

§ 2. De boeking moet geschieden uiterlijk de tweede dag na die van toestemming tot wegneming van de goederen waarop de verschuldigde bedragen betrekking hebben.

Art. 4. § 1. Voor de goederen bestemd voor het verbruik door uitslag uit fictief entrepot en waarvoor het indienen van een globale aangifte mag plaatsvinden ten laatste op de donderdag van de week die volgt op de week waarin de goederen werden uitgeslagen, mag de betaling van de rechten bedoeld in artikel 1 worden uitgesteld tot de vrijdag van de derde week die volgt op de week waarin de verschuldigde bedragen moeten worden geboekt.

Wanneer de boeking niet is geschied tijdens de week waarin de globale aangifte werd ingediend, wordt de betaling van de invoerrechten uitgesteld tot de vrijdag van de tweede week die volgt op de week waarin de boeking heeft plaatsgehad.

§ 2. De boeking moet geschieden uiterlijk binnen een termijn van veertien dagen die volgt op de dag van wegneming van de goederen.

Art. 5. Indien de vervaldag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de betalingstermijn verlengd tot de eerstvolgende dag dat de kantoren open zijn.

Art. 6. Wie het in artikelen 1, 2 en 4 bepaalde uitstel wenst te genieten moet :

1^e een schriftelijke aanvraag richten aan de ontvanger van het douanekantoor waar de aangifte ten verbruik zal worden gedaan;

2^e een voldoende borgtocht stellen overeenkomstig artikel 287 van de algemene wet inzake douane en accijnen.

(1) Belgisch Staatsblad van 21 september 1977.

(2) Belgisch Staatsblad van 10 november 1971.

(3) De uitgestelde betaling van de belasting over de toegevoegde waarde, die verschuldigd is bij invoer van goederen, is geregeld door het ministerieel besluit nr. 6, van 9 december 1970 (Belgisch Staatsblad van 23 december 1970).

Le bénéficiaire du délai doit se conformer aux instructions données par le receveur.

Art. 7. Les sommes dues à la suite des déclarations en consommation déposées au bureau des douanes par les bénéficiaires d'un délai doivent être acquittées par versement ou par virement au compte courant postal du receveur des douanes.

Des chèques barrés tirés par une banque affiliée à une chambre de compensation ou sur une telle banque peuvent également être acceptés comme mode de paiement pour autant que les instructions du receveur des douanes soient observées.

Le bulletin de versement, le bulletin de virement ou le chèque bancaire doit mentionner l'échéance à laquelle le paiement se rapporte.

CHAPITRE II

Pouvoirs des agents en matière contentieuse

Art. 8. Le pouvoir de transiger sur toutes les infractions auxquelles la loi générale sur les douanes et accises est applicable ainsi que sur les infractions aux lois spéciales qui concernent la perception des accises, tel qu'il est prévu par l'article 263 de la même loi générale, ainsi que le pouvoir d'intentionnement et de poursuite de toute action judiciaire, prévu par l'article 281, § 2, de la même loi générale sont attribués au directeur général des douanes et accises ou au directeur régional des douanes et accises, selon les distinctions ci-après.

Art. 9. Le directeur régional a compétence pour toute infraction quel que soit le montant des droits compromis, de l'amende ou de la confiscation encourue. Il peut laisser sans suite les constatations faites par les agents quand le caractère délictueux des agissements relevés paraît douteux. En cours d'instance, tant au premier degré de juridiction qu'en appel, il peut former un désistement d'instance ou un désistement d'action.

Art. 10. Le directeur régional soumet à la décision du directeur général :

1° les affaires qui soulèvent une question de principe ou une question d'interprétation d'une disposition législative ou réglementaire;

2° les recours contre les décisions qu'il a prises, sauf quand il estime devoir y faire droit en raison de circonstances révélées depuis qu'il a décidé;

3° les divergences d'opinion qui l'opposent à l'avocat de l'administration, au sujet d'une poursuite judiciaire;

4° les propositions d'introduction ou de retrait de pourvois en cassation.

Le directeur général des douanes et accises peut déléguer aux fonctionnaires du service du contentieux qu'il désigne, le pouvoir de décider dans les cas énumérés à l'alinéa 1er.

Art. 11. Quand, en vertu des pouvoirs qui leur sont accordés par l'article 189 de la loi générale sur les douanes et accises, des agents de l'administration des douanes et accises saisissent, pour les emporter, des livres, correspondance ou autres documents, ils en dressent un inventaire dont une copie, signée par eux, est remise au propriétaire ou au détenteur des objets saisis ou, à leur défaut, à l'occupant du local où la saisie a eu lieu.

Art. 12. Sans préjudice du § 91 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 (1) relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses, les agents des douanes et accises titulaires du grade de vérificateur adjoint des douanes et accises ou d'un grade supérieur sont habilités à requérir la production des factures, livres et autres documents de comptabilité, par application de l'article 207 de la loi générale sur les douanes et accises.

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives

Art. 13. Le paragraphe 91 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses est remplacé par la disposition suivante :

« § 91. A toute réquisition des agents des douanes et accises, les intéressés sont tenus de représenter leurs registres d'accise et tous documents relatifs aux alcools ou boissons spiritueuses qu'ils détiennent.

Hij die een uitstel geniet, moet de door de ontvanger gegeven instructies naleven.

Art. 7. De sommen verschuldigd ingevolge de aangiften ten verbruik die bij het douanekantoor worden gedaan door degenen die een uitstel genieten, moeten worden betaald door storting of overschrijving op de postrekening van de ontvanger der douane.

Gekruiste checks die door een bij een verrekenkamer aangesloten bank of op een zodanige bank getrokken zijn mogen eveneens als betaalmiddel worden aanvaard, voor zover de instructies van de ontvanger der douane worden nageleefd.

Op de strook van het stortingsbulletin of van het overschrijvingsbulletin of op de bankcheck, moet de vervaldag worden vermeld waarop de betaling betrekking heeft.

HOOFDSTUK II Bevoegdheden van de ambtenaren inzake geschillen

Art. 8. De bevoegdheid, zoals die bepaald is in artikel 263 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, om dadingen aan te gaan over alle misdrijven waarop die algemene wet van toepassing is, en over overtreding van de bijzondere wetten betreffende de heffing van de accijnzen, en de in artikel 281, § 2, van dezelfde algemene wet bepaalde bevoegdheid om iedere rechtsvordering in te stellen en te vervolgen, worden aan de directeur-generaal der douane en accijnzen of aan de gewestelijke directeur der douane en accijnzen verleend volgens het hiernamaakte onderscheid.

Art. 9. De gewestelijke directeur is bevoegd ten aanzien van iedere overtreding, ongeacht het belang van de op het spel staande rechten, van de geldboete of van de opgelopen verbeurdverklaring. Hij kan de bevindingen van de ambtenaren zonder gevolg laten wanneer er twijfel bestaat of de feiten strafbaar zijn. In de loop van het geding, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep, kan hij afstand doen van het geding of van de vordering.

Art. 10. De gewestelijke directeur legt aan de directeur-generaal ter beslissing voor :

1° de zaken waarbij een beginselvraag of een vraag in verband met de uitlegging van een wets- of verordningsbepaling rijst;

2° het beroep tegen door hem genomen beslissingen, tenzij wanneer hij meent dat beroep te moeten inwilligen wegens omstandigheden die sedert zijn beslissing gebleken zijn;

3° de meningsverschillen die hij met de advocaat van de administratie over een rechtsvervolging heeft;

4° de voorstellen tot het instellen of intrekken van cassatieberoep.

De directeur-generaal der douane en accijnzen kan aan de ambtenaren van de dienst geschillen die hij aanwijst de bevoegdheid opdragen om in de in het eerste lid genoemde gevallen te beslissen.

Art. 11. Wanneer, krachtens de bevoegdheid hun verleend bij artikel 189 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, ambtenaren der douane en accijnzen beslag leggen op boeken, correspondentie of andere bascheiden met het doel ze mee te nemen, moeten zij er een inventaris van opmaken, waarvan een door hen ondertekend afschrift wordt overgemaakt aan de eigenaar of aan de houder van de in beslag genomen voorwerpen of, bij ontstentenis, aan de bewoner van het lokaal waar de inbeslagneming is gebeurt.

Art. 12. Onvermindert het bepaalde in § 91 van het ministerieel besluit van 6 december 1934 (1) betreffende het fiscale regime van alcohol en geestrike dranken, zijn de ambtenaren der douane en accijnzen met de graad van adjunct-verificateur der douane en accijnzen of met een hogere graad bevoegd om overlegging te vorderen van facturen, boeken en andere comptabiliteitsstukken, overeenkomstig artikel 207 van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepalingen

Art. 13. Paragraaf 91 van het ministerieel besluit van 6 december 1934 betreffende het fiscale regime van alcohol en geestrike dranken wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 91. Op elk verzoek van de ambtenaren der douane en accijnzen moeten de belanghebbenden hun accijnsregisters overleggen zomede alle bescheiden betreffende de alcohol of de geestrike dranken welke zij onder hun berusting hebben.

Les agents à partir du grade de chef de section des accises sont qualifiés pour requérir l'examen des factures et facturiers des redevables; l'examen des autres livres et documents comptables est réservé aux agents ayant au moins le grade de vérificateur adjoint des douanes et accises. »

Art. 14. A l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 (1) réglant la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 31, alinéa 3, modifié par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1970 (2), les mots « arrêté ministériel du 15 décembre 1969 fixant les rétributions pour prestations spéciales fournies par les services des douanes et accises » sont remplacés par les mots « arrêté ministériel du 11 mars 1977 fixant les rétributions pour prestations spéciales fournies par les services des douanes ou des accises »;

2^o au § 63, alinéa 2, les mots « des articles 214 et 215 de la loi générale du 26 août 1822 » sont remplacés par les mots « des articles 237 et 238 de la loi générale sur les douanes et accises »;

3^o au § 210, alinéa 3, e, les mots « en application de l'article 10, 2^{ème} alinéa, de la loi du 13 juillet 1930 » sont remplacés par les mots « par l'arrêté ministériel du 11 mars 1977 »;

4^o le § 221 est remplacé par la disposition suivante :

« § 221. L'article 12 de l'arrêté ministériel du 27 février 1979 relatif aux douanes et accises est applicable à la communication prévue par l'article 207 de la loi générale. »;

5^o au § 223, alinéa 1er, les mots « en application de l'article 10, 2^{ème} alinéa, de la loi du 13 juillet 1930 » sont remplacés par les mots « par l'arrêté ministériel du 11 mars 1977 »;

6^o le § 224 est abrogé;

7^o le § 226 est remplacé par la disposition suivante :

« § 226. Les dispositions de l'article 196 de la loi générale sur les douanes et accises sont applicables.

» Il est interdit aux agents d'accepter la clef des fabriques dont ils ont la surveillance. »;

8^o au § 237, les mots « les dispositions générales de la loi sur les douanes et accises du 26 août 1822 » sont remplacés par les mots « les dispositions de la loi générale sur les douanes et accises ».

Art. 15. A l'arrêté ministériel du 18 février 1952 (3) relatif au déchargement des marchandises importées par rivières et canaux et par mer, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 1er, alinéa 1er, les mots « des listes de chargement visées à l'arrêté royal du 18 février 1952 » sont remplacés par les mots « de la liste de chargement visée aux articles 36 et 59 de la loi générale sur les douanes et accises »;

2^o à l'article 2, alinéa 1er, les mots « à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 février 1952 » sont remplacés par les mots « aux articles 36 et 60 de la loi générale sur les douanes et accises ».

Art. 16. A l'article 2 de l'arrêté ministériel du 17 février 1960 (4) réglant les restitutions en matière de droits d'entrée et de droits d'accise à l'importation, les mots « à l'article 2 de la loi du 30 avril 1958 » sont remplacés par les mots « à l'article 22 de la loi générale sur les douanes et accises ».

Art. 17. A l'article 1er de l'arrêté ministériel du 27 janvier 1964 (5) relatif au transit de marchandises par la route, les mots « l'article 15 de la loi du 6 août 1849, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1951 » sont remplacés par les mots « l'article 106 de la loi générale sur les douanes et accises ».

Art. 18. A l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964 (6) accordant des délais pour le paiement des droits d'accise, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 1er, alinéa 2, modifié par l'arrêté ministériel du 21 décembre 1972, les mots « que celui fixé par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 accordant des délais pour le paiement des droits d'entrée, des taxes d'effet équivalent et

De ambtenaren vanaf de graad van sectiechef der accijnzen zijn bevoegd om het overleggen van de facturen en factuurboeken van de accijnsplichtigen te vorderen; alleen ambtenaren met ten minste de graad van adjunct verificateur der douane en accijnzen mogen de andere boeken en comptabiliteitsstukken inzien.

Art. 14. In het ministerieel besluit van 22 januari 1948 (1) waarbij de accijnsheffing op gefabriceerde tabak wordt geregeld, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 31, derde lid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 18 december 1970 (2), worden de woorden « ministerieel besluit van 15 december 1969 tot vaststelling van de retributies voor bijzondere prestaties van de diensten der douane en accijnzen » vervangen door de woorden « ministerieel besluit van 11 maart 1977 tot vaststelling van de retributie voor bijzondere prestaties van de diensten der douane of der accijnzen »;

2^o in § 63, tweede lid, worden de woorden « artikelen 214 en 215 van de algemene wet van 26 augustus 1822 » vervangen door de woorden « de artikelen 237 en 238 van de algemene wet inzake douane en accijnzen »;

3^o in § 210, derde lid, e, worden de woorden « bij toepassing van artikel 10, 2e lid, van de wet van 13 juli 1930 » vervangen door de woorden « bij het ministerieel besluit van 11 maart 1977 »;

4^o § 221, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 221. Artikel 12 van het ministerieel besluit van 27 februari 1979 inzake douane en accijnzen is van toepassing op de overlegging bedoeld in artikel 207 van de algemene wet »;

5^o in § 223, eerste lid, worden de woorden « bij toepassing van artikel 10, 2e lid, van de wet van 13 juli 1930 » vervangen door de woorden « bij het ministerieel besluit van 11 maart 1977 »;

6^o § 224 wordt opgeheven;

7^o § 226 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 226. Het bepaalde in artikel 196 van de algemene wet inzake douane en accijnzen is toepasselijk.

» De ambtenaren mogen geen sleutel aannemen van de fabrieken onder hun toezicht. »;

8^o in § 237 worden de woorden « de algemene bepalingen van de wet van 26 augustus 1822 inzake douane en accijnzen » vervangen door de woorden « de bepalingen van de algemene wet inzake douane en accijnzen ».

Art. 15. In het ministerieel besluit van 18 februari 1952 (3) betreffende de lossing van goederen ingevoerd langs de rivieren en kanalen en uit zee worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 1, eerste lid, worden de woorden « de in het koninklijk besluit van 18 februari 1952 bedoelde vrachtlijsten » vervangen door de woorden « de in de artikelen 36 en 59 van de algemene wet inzake douane en accijnzen bedoelde vrachtlijst »;

2^o in artikel 2, eerste lid, worden de woorden « artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 februari 1952 » vervangen door de woorden « de artikelen 36 en 60 van de algemene wet inzake douane en accijnzen ».

Art. 16. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 17 februari 1960 (4), tot regeling van de teruggaven inzake invoerrechting en accijns bij invoer worden de woorden « in artikel 2 van de wet van 30 april 1958 » vervangen door de woorden « in artikel 22 van de algemene wet inzake douane en accijnzen ».

Art. 17. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 27 januari 1964 (5) betreffende de doorvoer van goederen langs de weg worden de woorden « artikel 15 van de wet van 6 augustus 1849, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 maart 1951 » vervangen door de woorden « artikel 106 van de algemene wet inzake douane en accijnzen ».

Art. 18. In het ministerieel besluit van 21 september 1964 (6) waarbij uitstel wordt verleend voor de betaling van de accijnzen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 1, tweede lid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 december 1972, worden de woorden « dan is vastgesteld bij artikel 3 van het ministerieel besluit van 22 december 1971 waarbij uitstel wordt verleend voor de betaling van het invoer-

(1) Moniteur belge du 18 février 1948.

(2) Moniteur belge du 30 décembre 1970.

(3) Moniteur belge du 15 mars 1952.

(4) Moniteur belge du 18 février 1960.

(5) Moniteur belge du 30 janvier 1964.

(6) Moniteur belge du 26 septembre 1964.

(1) Belgisch Staatsblad van 18 februari 1948.

(2) Belgisch Staatsblad van 30 december 1970.

(3) Belgisch Staatsblad van 15 maart 1952.

(4) Belgisch Staatsblad van 18 februari 1960.

(5) Belgisch Staatsblad van 30 januari 1964.

(6) Belgisch Staatsblad van 26 september 1964.

des droits d'accise dus sur les marchandises importées » sont remplacés par les mots « que celui qui est fixé par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 27 février 1979 sur les douanes et accises »;

2° à l'article 3, les mots « article 268 de la loi générale du 26 août 1822 » sont remplacés par les mots « article 287 de la loi générale sur les douanes et accises ».

Art. 19. A l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971 (1) relatif aux agents en douane, sont apportées les modifications suivantes:

1° à l'article 2, § 1er, d, les mots « les articles 7, § 1er, et 8, § 1er, de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise » sont remplacés par les mots « l'article 128, § 1er, et l'article 129, § 1er, de la loi générale sur les douanes et les accises »;

2° à l'article 6, les mots « l'article 9 de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 » sont remplacés par les mots « l'article 130 de la loi générale sur les douanes et accises »;

3° à l'article 18, les mots « à l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 » sont remplacés par les mots « à l'article 130, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises »;

4° à l'article 19, les mots « l'article 10 de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 » sont remplacés par les mots « l'article 131 de la loi générale sur les douanes et accises ».

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires

Art. 20. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 3 août 1932 (2) concernant le régime fiscal de la bière, modifié par les arrêtés ministériels du 27 janvier 1933 (3) et du 22 novembre 1938 (4);

2° les articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1934 (5) réglementant la détention, la vente, le transport, l'utilisation, etc., des appareils de distillation;

3° l'arrêté ministériel du 20 décembre 1934 (6) relatif à l'exécution de l'arrêté royal du 22 août 1934, établissant de nouvelles mesures en vue de la répression de la fraude en matière de douane et d'accise, modifié par les arrêtés ministériels du 23 janvier 1935 (7), 28 juillet 1967 (8) et 19 octobre 1971 (9);

4° l'arrêté ministériel du 15 janvier 1948 portant extension des pouvoirs du directeur général, des directeurs régionaux et des chefs locaux des douanes et accises en matière contentieuse, modifié par l'arrêté ministériel du 15 mai 1968;

5° l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 (10) accordant des délais pour le paiement des droits d'entrée, des taxes d'effet équivalent et des droits d'accise sur les marchandises importées;

6° l'arrêté ministériel du 9 novembre 1976 (11) concernant la compétence de certains agents des douanes et accises.

Bruxelles, le 27 février 1979.

G. GEENS

- (1) *Moniteur belge* du 3 décembre 1971.
- (2) *Moniteur belge* des 10 et 12 août 1932.
- (3) *Moniteur belge* des 30-31 janvier et 4 février 1933.
- (4) *Moniteur belge* du 4 décembre 1938.
- (5) *Moniteur belge* du 5 mai 1934.
- (6) *Moniteur belge* du 10 janvier 1935.
- (7) *Moniteur belge* du 26 janvier 1935.
- (8) *Moniteur belge* du 25 août 1967.
- (9) *Moniteur belge* du 3 décembre 1971.
- (10) *Moniteur belge* du 25 décembre 1971.
- (11) *Moniteur belge* du 4 décembre 1976.

recht, de heffingen van gelijke werking en de accijns op ingevoerde goederen » vervangen door de woorden « dan is vastgesteld bij artikel 2 van het ministerieel besluit van 27 februari 1979 inzake douane en accijnen »;

2° in artikel 3 worden de woorden « artikel 268 van de algemene wet van 26 augustus 1822 » vervangen door de woorden « artikel 287 van de algemene wet inzake douane en accijnen ».

Art. 19. In het ministerieel besluit van 19 oktober 1971 (1) betreffende de douane-expediteurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2, § 1, d, worden de woorden « de artikelen 7, § 1, en 8, § 1, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1934 tot vaststelling van nieuwe maatregelen om sluikerij op het stuk van douane en accijnen te beteugelen » vervangen door de woorden « artikel 128, § 1, en artikel 129, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnen »;

2° in artikel 6 worden de woorden « artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 » vervangen door de woorden « artikel 130 van de algemene wet inzake douane en accijnen »;

3° in artikel 18 worden de woorden « in artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 » vervangen door de woorden « in artikel 130, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnen »;

4° in artikel 19 worden de woorden « artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 » vervangen door de woorden « artikel 131 van de algemene wet inzake douane en accijnen ».

HOOFDSTUK IV. — Opheffingsbepalingen

Art. 20. Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 3 augustus 1932 (2) betreffende het fiscaal regime van bier, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 januari 1933 (3) en 22 november 1938 (4);

2° de artikelen 4 en 5 van het ministerieel besluit van 30 april 1934 (5) tot regeling van bezit, verkoop, vervoer, gebruik, enz., van stooktoestellen;

3° het ministerieel besluit van 20 december 1934 (6) tot uitvoering van het koninklijk besluit van 22 augustus 1934, vestigende nieuwe maatregelen tot beteugeling van de smokkel op het stuk van douane en accijnen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 23 januari 1935 (7), 28 juli 1967 (8) en 19 oktober 1971 (9);

4° het ministerieel besluit van 15 januari 1948 houdende uitbreiding van de bevoegdheden van de directeur-generaal, van de gewestelijke directeurs en van de plaatselijke hoofden der douane en accijnen inzake afhandeling van geschillen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 mei 1968;

5° het ministerieel besluit van 22 december 1971 (10) waarbij uitstel wordt verleend voor de betaling van het invoerrech, de heffingen van gelijke werking en de accijns op ingevoerde goederen;

6° het ministerieel besluit van 9 november 1976 (11) betreffende de bevoegdheid van sommige ambtenaren der douane en accijnen.

Brussel, 27 februari 1979.

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 3 december 1971.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 10 en 12 augustus 1932.
- (3) *Belgisch Staatsblad* van 30-31 januari en 4 februari 1933.
- (4) *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1938.
- (5) *Belgisch Staatsblad* van 5 mei 1934.
- (6) *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1935.
- (7) *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1935.
- (8) *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1967.
- (9) *Belgisch Staatsblad* van 3 december 1971.
- (10) *Belgisch Staatsblad* van 25 december 1971.
- (11) *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1976.